

ILS DÉNONCENT UNE SURCHARGE DES PROGRAMMES

# Des lycéens de terminale en grève

**La question de la surcharge des programmes ressurgit au niveau de lycées de la capitale où des élèves de terminale sont entrés dans un mouvement de grève.**

**F. – Zohra B. - Alger (Le Soir) :** Des lycées de l'est de la capitale ont vu leurs élèves de troisième année secondaire débrayer pour exiger un allègement des programmes.

Il s'agit notamment de lycées des communes de Kouba, Bir Mourad-Rais, El Harrach et Dar-El-Beida. Ces mouvements, qui se sont répétés au cours de ces dernières années, sont provoqués par un programme de travail particulièrement ardu, expliquent les élèves

grévististes du lycée Saïd-Hamdine. Dans cet établissement, les élèves de quatre classes de terminale n'assistent pas aux cours. Et il en compte sept.

Pour le reste des classes, le suivi de la grève est mitigé, selon les élèves grévistes. «Nos parents nous ont déconseillé de suivre le mouvement de grève, mais nous le soutenons quand même.

Nous ne pouvons pas nous permettre de passer l'année scolaire à nous inter-

roger sur les leçons qui seront incluses ou non dans les sujets d'examen», explique un élève du lycée Saïd-Hamdine. Pour les grévistes, être informé sur les leçons concernées par l'examen du baccalauréat lors de la réunion qui se tiendra à la fin du mois de mai est inacceptable. «Nous sommes en droit d'être fixés dès le début de l'année.

Nous refusons de réviser, de nous concentrer sur un grand nombre de leçons pour qu'on nous dise ensuite que nous devons les mettre de côté», s'indigne une lycéenne de Kouba.

Cette rencontre de coordination permet notamment



Photo : Samir Sid.

de faire le point et de s'assurer que les sujets du bacca-

lauréat ne se rapportent qu'aux leçons dispensées

au cours de l'année au niveau des établissements de tout le territoire national.

Au niveau des établissements d'enseignement secondaire, les responsables tentent tant bien que mal de rassurer les élèves et de les convaincre de rejoindre les classes.

Ainsi et si comme dans certains lycées comme celui de Ali-Boumendjel, aux Sources, les élèves de terminale sont retournés en classe, d'autres lycéens persistent à boudier les cours tant qu'il n'y a pas d'actions allant dans le sens d'un allègement des programmes.

**F-Z.B.**

**NOUVELLES MESURES  
EN FAVEUR DES CLASSES**

**DE TERMINALE**

## Les élèves auront un mois pour préparer le bac

Le ministère de l'Education nationale a rendu publiques, hier, de nouvelles mesures en faveur des classes de terminale. L'une des principales décisions concerne l'enseignement dispensé à ces classes qui prendra fin le 12 mai 2011.

«Les sujets du baccalauréat ne porteront, comme pour la précédente session, que sur les cours effectivement dispensés qui seront arrêtés, cette année, à la date du 12 mai. De ce fait, les élèves, candidats à l'examen du baccalauréat, disposeront de la période allant jusqu'au 11 juin 2011, soit un mois, pour procéder aux révisions. Les établissements scolaires seront ouverts à cet effet, tout au long de cette période de préparation», précise un communiqué du ministère de l'Education nationale. Notons que ces mesures ont été prises suite «aux conclusions de la conférence des inspecteurs pédagogiques» tenue le 13 janvier sous la présidence de Boubekeur Benbouzid.

**T. H.**

**APRÈS AVOIR ÉTÉ MAINTENU  
DURANT QUARANTE-HUIT HEURES EN GARDE À VUE**

## Ahmed Badaoui libéré

**Ahmed Badaoui recouvre sa liberté. Le juge instructeur près le tribunal de Bir-Mourad-Raïs a décidé toutefois de le mettre sous contrôle judiciaire, tout en lui notifiant trois chefs d'inculpation. Il s'agit d'«outrage à corps constitué, incitation à un rassemblement non autorisé et activité d'association non-agrèée».**

**Abder Bettache Alger (Le Soir) -** Après avoir passé quarante-huit heures en garde à vue au niveau du commissariat central de la capitale, le syndicaliste Ahmed Badaoui a retrouvé hier sa liberté, après présentation devant les juges relevant du tribunal de Bir-Mourad-Raïs.

La libération d'Ahmed Badaoui a eu lieu hier en fin d'après-midi à la grande joie de ses amis, camarades, militants et citoyens, venus nombreux s'enquérir de sa situation mais également pour lui exprimer leur soutien.

Ainsi, à l'annonce de la nouvelle, des youyous et des applaudissements ont retenti dans la grande cour où se trouve le siège du tribunal de Bir-Mourad-Raïs.

La mobilisation était également remarquée chez les robes noires, qui ont répondu à l'appel du «comité de soutien à la libération d'Ahmed Badaoui.» Ahmed Badaoui, syndicaliste à la notoriété bien établie sur la place d'Alger et au-delà, avait été interpellé par la police, le samedi 15 janvier dernier à Alger, au sortir d'une réunion avec plusieurs responsables de syndicats autonomes et des animateurs de la société civile. Selon la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH), tendance Hocine Zehouane, il serait accusé de «complot en vue de renverser les autorités de l'Etat.» Ahmed Badaoui a été d'abord conduit au com-

missariat central à Alger où il a passé la nuit du samedi 15 au dimanche 16 janvier. Dimanche matin, il a été conduit à son domicile où, indique la LADDH, la police a procédé à une perquisition en règle. Cette dernière a ainsi saisi l'unité centrale de son ordinateur. Jusqu'à la fin d'après-midi d'hier, Ahmed Badaoui était toujours maintenu en garde à vue.

La Ligue des droits de l'homme dénonce cette arrestation qu'elle considère comme «un retour des pratiques arbitraires et aveugles pour fouler aux pieds les libertés de citoyens». Cela après avoir fait remarquer qu'«il y a,

dans un tel comportement, soit une dérive flagrante d'éléments irresponsables, soit une volonté délibérée de piétiner les règles les plus élémentaires des droits de citoyen de l'intéressé.»

L'arrestation et le maintien en garde à vue de Mohamed Badaoui a donné également naissance au Comité pour la libération d'Ahmed Badaoui. Ce dernier a appelé dimanche à une solidarité active avec le syndicaliste. Il a appelé notamment la corporation des avocats à se mobiliser pour s'élever contre ce déni d'opinion. Ahmed Badaoui est membre fondateur et mili-

tant actif de l'association des libertés syndicales (ALS), une organisation dans laquelle militent nombre de syndicalistes autonomes. Commissaire divisionnaire des douanes, le plus haut gradé de l'institution, Ahmed Badaoui est élu en 1997 secrétaire général du Syndicat national des douanes affilié à l'UGTA.

Il consomme deux mandats de suite, c'est-à-dire jusqu'en 2005, date à laquelle il aura maille à partir avec son employeur et, ensuite, avec la centrale syndicale. En 2005, il est suspendu de ses fonctions.

**A. B.**

## COMMUNIQUÉ DU RCD Provocations

Comme aux plus sombres années de plomb, le syndicaliste Ahmed Badaoui est arrêté puis déféré au parquet pour «atteinte à la sûreté de l'Etat et appel à la rébellion».

La dissolution de la sinistre cour de sûreté de l'Etat n'a pas fait disparaître les réflexes totalitaires. Provocation ou signe d'effacement, cette arrestation s'inscrit dans une stratégie de pression qui tente d'enrayer la contestation citoyenne.

Le RCD invite les citoyennes et les citoyens à se mobiliser derrière Ahmed Badaoui pour dénoncer le recours à l'intimidation du pouvoir qui croit étouffer le peuple par le déploiement de ses forces dans nos villes au moment où le terroris-

me international a fait de l'Algérie son siège social.

Ces manœuvres rendent plus impérieuse l'urgence pour les Algériennes et les Algériens à faire barrage au règne de l'arbitraire, de l'incompétence et de la corruption.

Les responsables de l'atteinte à la dignité et à la stabilité de l'Etat et de la nation sont connus.

Le RCD exige la libération immédiate et inconditionnelle du syndicaliste Badaoui et assure de sa solidarité toutes celles et ceux qui militent pour une transformation radicale de la vie politique en Algérie par l'avènement de l'Etat de droit.

Alger, le 17 janvier 2011

**LE PLD SOUTIENT LA MARCHÉ DU RCD**

## «Tous les démocrates du pays doivent y participer»

**Dans un communiqué rendu public hier, le bureau national du Parti pour la laïcité et la démocratie (PLD) exhorte tous ses «amis et sympathisants» et «tous les démocrates du pays» à se joindre à la marche du RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie), prévue le samedi 22 janvier à 11h, à la place du 1<sup>er</sup> Mai.**

Une façon de dénoncer la politique du pouvoir vis-à-vis des émeutes qui se sont déclenchées dans plusieurs wilayas du pays. «Ces émeutes nationales traduisent une rupture politique profonde entre la société et la classe politique. Elles sont aussi la signature d'un échec économique et social d'autant plus retentissant que le Trésor public regorge de moyens financiers qui auraient pu soutenir largement un plan de redressement que le pays

attend depuis des décennies.» Pour le PLD, la réponse du pouvoir à cette révolte «s'est traduite partout par une répression systématique». «Au lieu d'être à l'écoute de la jeunesse et attentif à ses angoisses, le pouvoir a préféré se défaire sur les groupes de casseurs qui polluent le mouvement de contestation pour justifier l'envoi de ses troupes policières et discréditer au même temps l'objectif des manifestations», ajoute ladite correspondance qui estime que tous les moyens et les espaces d'expression et de dialogue sont verrouillés. Le PLD appelle également à se retirer «définitivement» de toute instance «élue du système» et à s'opposer dès maintenant à toute éventuelle élection anticipée, aux élections locales et législatives de 2012 ainsi qu'à l'élection présidentielle de 2014».

**Synthèse B. I.**

## Communiqué du CDDR Halte à la répression ! Libérez Badaoui

Plus que jamais autiste et aveugle, le pouvoir poursuit sa fuite en avant.

L'arrestation d'Ahmed Badaoui est un signe de l'effacement du pouvoir, un pouvoir aux abois ; un pouvoir qui, par ses méthodes répressives primaires, pousse finalement à la révolte. Comme il a poussé au désespoir ultime l'immolation des jeunes par le feu. Le CDDR dénonce la répression exercée de plus en plus contre les libertés, et exige la libération immédiate et inconditionnelle du militant démocrate Ahmed Badaoui.

**Alger, le 16/01/2011  
Le Bureau national du CDDR**